



CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

VENTE DES ACTIFS IMMOBILIERS DEPENDANT D'UNE LIQUIDATION JUDICIAIRE (Articles L 642-18 et suivants et articles R 642-22 et suivants du Code de Commerce).

AFF : FLATRES .

Audience d'Adjudication du Juge de l'Exécution du Tribunal Judiciaire de LORIENT du :

JEUDI VINGT-CINQ NOVEMBRE DEUX MILLE VINGT ET UN
à QUATORZE HEURES

(Jeudi 25.11.2021 à 14 h 00)

Clauses et conditions

Description :

Commune de PLUMELIN (Morbihan), Château de Guénanec :

Une propriété sur laquelle est édifié un château à usage d'habitation, avec piscine, gîtes, dépendances et parcelles en bois et prairie

Le tout cadastré :

- Section ZX N° 21 pour 6 ha 16 a 10 ca
- Section ZX N° 22 pour 88 a 40 ca
- Section ZX n° 47 pour 5 a 58 ca

- Section ZX n° 48 pour 1 ha 59 a 32 ca
- Section ZX n° 49 pour 1 ha 25 a 70 ca
- Section ZX n° 50 pour 15 a 93 ca
- Section ZX n° 51 pour 16 a 78 ca
- Section ZX n° 54 pour 12 a 06 ca
- Section ZX n° 55 pour 9 a 37 ca
- Section ZX n° 56 pour 1 ha 44 a 80 ca
- Section ZX n° 57 pour 54 a 10 ca
- Section ZX n° 58 pour 65 a 30 ca
- Section ZX n° 59 pour 1 ha 05 a 20 ca
- Section ZX n° 299 pour 23 a 52 ca
- Section ZX n° 303 pour 27 ca
- Section ZX n° 304 pour 8 ca

(Lesdits biens étant plus amplement désignés en page 3)

PROCEDURE DE VENTE DES ACTIFS DEPENDANT D'UNE LIQUIDATION JUDICIAIRE :

A l'encontre de :



AVOVENTES•fr

Aux requêtes, poursuites et diligences de :

La SELARL Erwan FLATRES, Mandataire Judiciaire, demeurant en cette qualité, 2 rue Dupleix, 56100 LORIENT, agissant en qualité de liquidateur à la liquidation judiciaire de la «

La SELARL Erwan FLATRES nommée à cette fonction suivant Jugement du Tribunal de Grande Instance de LORIENT du 11 juillet 2019

Ayant pour Avocat Maître Elizabeth RINCAZAUX, Avocat au Barreau de LORIENT, représentant la SELARL LE MAGUER-RINCAZAUX, Avocats au Barreau de LORIENT, y demeurant Centre d'affaires « le Pré aux Clercs », 2 rue Abbé Laudrin, 56100 LORIENT qui se constitue pour la SELARL Erwan FLATRES, ès qualités, sur la présente poursuite de vente et ses suites.

La vente sur adjudication a été autorisée :**En vertu des articles L 642-18 et suivants et articles R.642-22 et suivants du Code de Commerce et :**

Suivant ordonnance rendue par _____, Juge-Commissaire à la liquidation judiciaire de la _____ en date du **3 mai 2021**, mise au bas d'une requête à lui présentée le 13 avril 2021

Ladite ordonnance notifiée à parties par le Greffe le 6 mai 2021 par courriers recommandés avec avis de réception, et actuellement définitive ainsi que l'en atteste un **certificat de non-appel** délivré par Monsieur le Greffier de la Cour d'Appel de RENNES le **30 juin 2021** et publiée pour valoir saisie-immobilière au Service de la Publicité Foncière de LORIENT 3, le **2 juillet 2021 Volume 2021 S N° 9**.

(Cf. Ordonnance du 3 mai 2021)

(Cf. Certificat de non appel du 30 juin 2021)

Le Service de la Publicité Foncière de LORIENT 3 a délivré le **5 juillet 2021** l'état hypothécaire ci-annexé certifié à la date de publication de l'ordonnance valant saisie dont s'agit.

(Cf. Etat hypothécaire ci-annexé)



AVOVENTES.fr

DESIGNATION DE L'IMMEUBLE A VENDRE

Il sera procédé à la vente aux enchères publiques à l'audience des ventes du Juge de l'Exécution près le Tribunal Judiciaire de LORIENT, en un seul lot, des biens suivants :

Commune de PLUMELIN (Morbihan), Château de Guéanec :**Une propriété sur laquelle est édifié un château à usage d'habitation, comprenant :**

- au rez-de-chaussée : hall d'entrée, salon, salon musique et bibliothèque, véranda, cuisine, toilettes avec deux WC, séjour, tour comportant une pièce
- deux caves au sous-sol
- au 1^{er} étage : palier desservant trois suites avec dégagement, chambre et salle de bains, WC, appartement privé avec dégagements, future cuisine et salle de bains, pièce à vivre et tour comportant une pièce

- au 2^{ème} étage : palier desservant trois chambres, future salle de bains, WC, placard, salle d'eau, pièce à vivre avec coin-cuisine et tour comportant une pièce

- Chaufferie, piscine et local piscine

- **Gîte 1** comprenant : entrée, WC, pièce à vivre avec coin-cuisine, chambre, salle d'eau, grenier, abri électrique attenant
- lingerie, écuries, cour

- **Gîte 2** comprenant :

- Au rez-de-chaussée : entrée, cuisine, séjour, dégagement, WC, salle d'eau
- A l'étage : palier, 3 chambres

A l'extérieur :

- Hangar, local technique, autre salle, chenil, soue à cochons et abri à bois
- Diverses parcelles de terres, bois, étangs, abri à chevaux, maison du gardien

Le tout cadastré :

- Section ZX N° 21 pour 6 ha 16 a 10 ca
- Section ZX N° 22 pour 88 a 40 ca
- Section ZX n° 47 pour 5 a 58 ca
- Section ZX n° 48 pour 1 ha 59 a 32 ca
- Section ZX n° 49 pour 1 ha 25 a 70 ca
- Section ZX n° 50 pour 15 a 93 ca
- Section ZX n° 51 pour 16 a 78 ca
- Section ZX n° 54 pour 12 a 06 ca
- Section ZX n° 55 pour 9 a 37 ca
- Section ZX n° 56 pour 1 ha 44 a 80 ca
- Section ZX n° 57 pour 54 a 10 ca
- Section ZX n° 58 pour 65 a 30 ca
- Section ZX n° 59 pour 1 ha 05 a 20 ca
- Section ZX n° 299 pour 23 a 52 ca
- Section ZX n° 303 pour 27 ca
- Section ZX n° 304 pour 8 ca

Et tels au surplus que lesdits biens et droits immobiliers qui précèdent, existent, s'étendent, poursuivent et comportent, avec toutes leurs aisances, appartenances, dépendances, ensemble de tous immeubles par destination, et en particulier tout matériel pouvant avoir le caractère d'immeuble par destination, et tout droit et toute servitude pouvant y être attaché, et toute augmentation et amélioration à y survenir, sans aucune exception ni réserve.



AVOVENTES.fr

Selon acte en date du 12 juillet 2021, la SELARL ABC HUISSIERS J-L ROBIN & J-F TALMONT, Huissiers de justice associés à LORIENT, a procédé à un procès-verbal descriptif des biens mis en vente ci-après annexé.

(Cf. PV Descriptif ci-annexé)

Les copies des matrices cadastrales et des plans cadastraux des biens dont s'agit ont été délivrées par le Cadastre de VANNES le 30 novembre 2020.

*(Cf. copies de matrices cadastrales annexées)
(Cf. Copies plans cadastraux annexés)*

ORIGINE DE PROPRIETE

Les parcelles cadastrées section ZX n°s 21, 22, 47, 48, 49, 50, 51, 54, 55, 56, 57, 58, 59 appartiennent à la Société dénommée pour les avoir acquises suivant acte au rapport de Maître LANCELOT, Notaire à LORIENT, en date du 4 mai 2006 publié le 8 juin 2006 Volume 2006 P N° 2267.

La parcelle cadastrée section ZX n° 299 provient d'un procès-verbal de division de parcelles en date du 22 décembre 2014, publié le 12 février 2015 Volume 2015 P n° 388.

Les parcelles cadastrées section ZX n° 303 et ZX n° 304 ont été acquises par la suite suivant acte d'échange au rapport de Maître KERRAND, Notaire à LOCMINE, du 2 février 2015 publié le 18 mars 2015 Volume 2015 P N° 778.

MISE A PRIX - ADJUDICATION

1. L'audience d'adjudication aura lieu le :

**JEUDI VINGT-CINQ NOVEMBRE DEUX MILLE VINGT ET UN
à QUATORZE HEURES**

(Jeudi 25.11.2021 à 14 H 00)

2. L'adjudication aura lieu en un seul lot pardessus la mise à prix ci-après indiquée :

**DEUX CENT MILLE EUROS (200 000 €)
Avec faculté de baisse d'un quart puis de moitié
en cas de non enchères**

offerte par le poursuivant, outre les clauses et conditions du présent cahier des conditions de vente.

Enchères : MILLE EUROS (1.000,00 €).

CLAUSES SPECIALES

A/ DOSSIER DE DIAGNOSTICS TECHNIQUES UNIQUE

Conformément à l'article L 271-4-1 du titre 7 du livre II du code de la construction et de l'habitation, il est annexé au présent cahier des conditions de la vente, le dossier de diagnostics techniques et autres diagnostics obligatoires

(Cf. dossier de diagnostics ci-annexé)

B. CERTIFICAT D'URBANISME

Un certificat d'Urbanisme d'Information a été délivré par la Mairie de PLUMELIN le 9 juillet 2021 sous le numéro CU 56174 21 B0051.

(Cf Certificat d'urbanisme d'information ci-annexé)

C/ AUTRES CLAUSES

Toute la propriété est libre de toute occupation.

L'adjudicataire fera néanmoins son affaire personnelle de toute occupation, sans recours contre le vendeur poursuivant la vente.

Toutes les indications qui précèdent ont été réunies par l'Avocat poursuivant, à l'aide de renseignements qu'il a pu se procurer, de notes ou documents desquels ils ont été puisés.

En conséquence, il ne pourra être recherché à l'occasion d'erreurs, inexactitudes ou omissions, qui pourraient s'y trouver malgré tout le soin apporté.

Il appartiendra à l'adjudicataire comme subrogé aux droits du vendeur de se procurer lui-même tous titres établissant la propriété du lot immobilier mis en vente ainsi que de vérifier tous autres éléments.



AVOVENTES.fr

CHAPITRE I^{er} : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er} – Cadre juridique

Le présent cahier des conditions de vente s'applique à la vente de biens immobiliers régie par les articles L. 642-18 et suivants et les articles R. 642-22 et suivants du code de commerce.

Article 2 – Etat de l'immeuble

L'acquéreur prendra les biens dans l'état où ils se trouvent au jour de la vente, sans pouvoir prétendre à aucune diminution de prix, ni à aucune garantie ou indemnité contre le poursuivant ou le débiteur pour dégradations, réparations, défauts d'entretien, vices cachés, vices de construction, vétusté, erreurs dans la désignation, la consistance ou la contenance alors même que la différence excéderait un vingtième, ni à raison des droits de mitoyenneté ou de surcharge des murs séparant lesdits biens des propriétés voisines, alors même que ces droits seraient encore dus et sans garantie de la nature, ni de la solidité du sol ou du sous-sol en raison des carrières et des fouilles qui ont pu être faites sous sa superficie, des excavations qui ont pu se produire, des remblais qui ont pu être faits, des éboulements et glissements de terre.

En vertu des dispositions de l'article 1649 du Code Civil, l'acquéreur ne bénéficiera d'aucune garantie des vices cachés.

L'acquéreur devra en faire son affaire personnelle, à ses risques et périls sans aucun recours contre qui que ce soit.

Article 3 – Baux, locations et autres conventions

L'acquéreur fera son affaire personnelle, pour le temps qui restera à courir, des baux régulièrement conclus.

L'acquéreur pourra faire annuler les conventions qui auraient été conclues en fraude des règles du droit des entreprises en difficulté.

Il tiendra compte, en sus et sans diminution de son prix, aux différents locataires, des loyers qu'ils auraient payés d'avance ou de tous dépôts de garantie versés au débiteur et sera subrogé purement et simplement, tant activement que passivement dans les droits, actions et obligations de celui-ci.



Article 4 – Prémption, substitution et droits assimilés

Les droits de préemption, de substitution ou assimilés s'imposeront à l'acquéreur, conformément à la loi.

Si l'acquéreur est évincé du fait de l'un de ces droits, il n'aura aucun recours contre le poursuivant à raison de l'immobilisation des sommes par lui versées ou à raison du préjudice qui pourrait lui être occasionné.

Article 5 – Assurances et abonnements divers

L'acquéreur fera son affaire personnelle de tous contrats ou abonnements relatifs à l'immeuble qui auraient pu être souscrits ou qui auraient dû l'être, sans aucun recours contre le poursuivant et l'avocat rédacteur du cahier des conditions de vente.

La responsabilité du poursuivant ne peut en aucun cas être engagée en cas d'absence d'assurance.

L'acquéreur sera tenu de faire assurer l'immeuble dès la vente contre tous les risques, et notamment l'incendie, à une compagnie notoirement solvable et ce pour une somme égale au moins au prix de la vente forcée.

En cas de sinistre avant le paiement intégral du prix, l'indemnité sera remise au liquidateur à concurrence du solde dû sur ledit prix en principal et intérêts.

En cas de sinistre non garanti du fait de l'acquéreur, celui-ci n'en sera pas moins tenu de payer son prix outre les accessoires, frais et dépens de la vente.

Article 6 – Servitudes

L'acquéreur jouira des servitudes actives et souffrira toutes les servitudes passives, occultes ou apparentes, déclarées ou non, qu'elles résultent des lois ou des règlements en vigueur, de la situation des biens, de contrats, de la prescription et généralement quelles que soient leur origine ou leur nature ainsi que l'effet des clauses dites domaniales, sauf à faire valoir les unes et à se défendre des autres, à ses risques, périls, frais et fortune, sans recours contre qui que ce soit.



AVOVENTES.fr

CHAPITRE II : ENCHERES

Article 7 – Réception des enchères

Les enchères ne sont portées, conformément à la loi, que par le ministère d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire devant lequel la vente est poursuivie.

Pour porter des enchères, l'avocat devra se faire remettre tous éléments relatifs à l'état civil ou à la dénomination de ses clients ainsi que s'enquérir auprès du client et sur déclaration de celui-ci, de sa capacité juridique, de sa situation juridique, et s'il s'agit d'une personne morale, de la réalité de son existence, de l'étendue de son objet social, et des pouvoirs de son représentant.

Article 8 – Garantie à fournir par l'acquéreur

Avant de porter les enchères, l'avocat se fait remettre par son mandant et contre récépissé une caution bancaire irrévocable ou un chèque de banque rédigé à l'ordre du séquestre désigné, représentant 10% du montant de la mise à prix avec un minimum de 3 000 euros.

La caution ou le chèque lui est restitué, faute d'être déclaré acquéreur.

En cas de surenchère, la caution bancaire ou le chèque est restitué en l'absence de contestation de la surenchère.

Si l'acquéreur est défaillant, la somme versée ou la caution apportée est remise au liquidateur pour être distribuée avec le prix de l'immeuble.

Article 9 – Surenchère

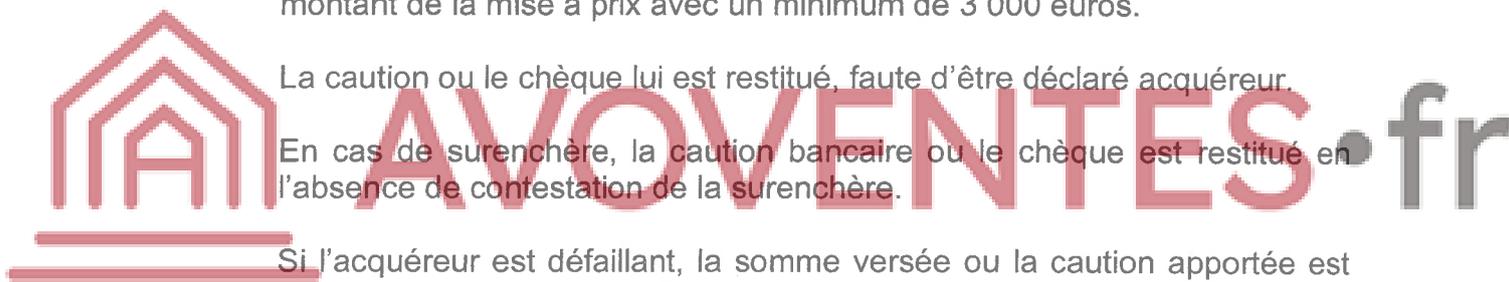
La surenchère est formée sous la constitution d'un avocat postulant près le Tribunal Judiciaire compétent dans les dix jours qui suivent la vente forcée.

La surenchère est égale au dixième au moins du prix principal de vente. Elle ne peut être rétractée.

La publicité peut être effectuée par l'avocat du créancier poursuivant.

En cas de pluralité de surenchérisseurs, les formalités de publicité seront accomplies par l'avocat du premier surenchérisseur. A défaut, le créancier ayant poursuivi la première vente peut y procéder.

L'acquéreur sur surenchère doit régler les frais de la première vente en sus des frais de son adjudication sur surenchère.



L'avocat du surenchérisseur devra respecter les dispositions générales en matière d'enchères.

Si au jour de la vente sur surenchère, aucune enchère n'est portée, le surenchérisseur est déclaré acquéreur pour le montant de sa surenchère.

Article 10 – Réitération des enchères

A défaut pour l'acquéreur de payer dans les délais prescrits le prix ou les frais taxés, le bien est remis en vente à la demande du poursuivant ou du liquidateur s'il n'est pas poursuivant, aux conditions de la première vente forcée.

Si le prix de la nouvelle vente forcée est inférieur à celui de la première, l'enchérisseur défaillant sera contraint au paiement de la différence par toutes les voies de droit, selon les dispositions de l'article L.322-12 du Code des Procédures Civiles d'Exécution.

L'enchérisseur défaillant conserve à sa charge les frais taxés lors de la première audience de vente. Il sera tenu des intérêts au taux légal sur son enchère à compter du jour où la vente est devenue définitive. Le taux d'intérêt sera majoré de cinq points à l'expiration d'un délai de cinq mois à compter de la date de la première vente définitive, conformément aux dispositions de l'article L.313-3 du Code Monétaire et Financier.

En aucun cas, l'enchérisseur défaillant ne pourra prétendre à la répétition des sommes versées.

Si le prix de la seconde vente est supérieur à la première, la différence appartiendra au liquidateur.

L'acquéreur à l'issue de la nouvelle vente doit les frais afférents à celle-ci.

CHAPITRE III : VENTE

Article 11 – Transmission de propriété

L'acquéreur sera propriétaire par le seul effet de la vente sauf exercice d'un droit de préemption et des droits assimilés conformément à la loi.

L'acquéreur ne pourra, avant le versement du prix et le paiement des frais, accomplir un acte de disposition sur le bien à l'exception de la constitution d'une hypothèque accessoire à un contrat de prêt destiné à financer l'acquisition de ce bien.

Avant le paiement intégral du prix, l'acquéreur ne pourra faire aucun changement notable, aucune démolition ni aucune coupe extraordinaire de bois, ni commettre aucune détérioration dans les biens, à peine d'être



contraint à la consignation immédiate de son prix, même par voie de réitération des enchères.

Article 12 – Versement du prix de la vente forcée

Au plus tard à l'expiration du délai de trois mois à compter de la vente définitive, l'acquéreur sera tenu impérativement et à peine de réitération des enchères de verser son prix en principal entre les mains du liquidateur, qui en délivrera reçu.

L'acquéreur sera redevable d'un intérêt au taux légal à compter de l'adjudication définitive.

L'acquéreur qui n'aura pas réglé l'intégralité du prix de la vente dans le délai de trois mois fixé par l'article R.643-3 du Code de Commerce, supportera le coût de l'inscription du privilège du liquidateur, si bon semble au vendeur de l'inscrire, et de sa radiation ultérieure.

Article 13 – Paiement des frais de poursuites et des émoluments

Conformément à l'article 1593 du Code Civil, l'acquéreur paiera entre les mains et sur la quittance de l'avocat poursuivant, en sus du prix et dans le délai d'un mois à compter de la vente définitive, la somme à laquelle auront été taxés les frais de poursuites et le montant des émoluments fixés selon le tarif en vigueur, majorés de la TVA applicable.

Il fournira justificatif au greffe de la quittance des frais avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive. Le titre de vente ne sera délivré par le greffe du juge de l'exécution qu'après la remise qui aura été faite de la quittance des frais de poursuite, laquelle quittance demeurera annexée au titre de vente.

Si la même vente comprend plusieurs lots vendus séparément, les frais taxables de poursuites sont répartis proportionnellement à la mise à prix de chaque lot.

Article 14 – Droits de mutation

L'acquéreur sera tenu d'acquitter, en sus de son prix, et par priorité, tous les droits d'enregistrement et autres auxquels la vente forcée donnera lieu. Il en fournira le justificatif au greffe avant l'expiration du délai de deux mois à compter de la date de l'adjudication définitive.

Si l'immeuble présentement vendu est soumis au régime de la TVA, le prix de vente est hors taxes. Dans ce cas, l'acquéreur devra verser au Trésor, d'ordre et pour le compte du vendeur (partie saisie) et à sa décharge, en sus du prix de vente, les droits découlant du régime de la TVA dont ce dernier pourra être redevable à raison de la vente forcée, compte tenu de ses droits à déduction, sauf à l'acquéreur à se prévaloir d'autres



AVOVENTES.fr

dispositions fiscales et, dans ce cas, le paiement des droits qui en résulterait sera libératoire.

Les droits qui pourront être dus ou perçus à l'occasion de locations ne seront à la charge de l'acquéreur que pour le temps postérieur à son entrée en jouissance, sauf son recours, s'il y a lieu, contre son locataire.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours contre quiconque du montant et des justificatifs des droits à déduction que le vendeur pourrait opposer à l'administration fiscale.

Article 15 – Obligation solidaire des co-acquéreurs

Les co-acquéreurs et leurs ayants droit seront obligés solidairement au paiement du prix et à l'exécution des conditions de la vente forcée.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS POSTERIEURES A LA VENTE

Article 16 – Délivrance et publication du jugement

L'Adjudicataire sera tenu de se faire délivrer le titre de vente et, dans les deux mois de sa date ou, en cas d'appel, dans les deux mois de l'arrêt confirmatif, de le publier au Service de la Publicité Foncière dans le ressort duquel est situé l'immeuble mis en vente, et de notifier au poursuivant l'accomplissement de cette formalité, le tout à ses frais.

Lors de cette publication, l'avocat de l'acquéreur sollicitera la délivrance d'états sur formalité. Ces états sont obligatoirement communiqués au liquidateur.

A défaut de l'accomplissement des formalités prévues aux paragraphes précédents, dans le délai imparti, l'avocat du poursuivant pourra procéder à la publication du titre de vente, le tout aux frais de l'acquéreur.

A cet effet, l'avocat chargé de ces formalités se fera remettre par le greffe toutes les pièces prévues par les articles 22 et 34 du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 ; ces formalités effectuées, il en notifiera l'accomplissement et leur coût à l'avocat de l'acquéreur par acte d'avocat à avocat ; lesdits frais devront être remboursés dans la huitaine de ladite notification.

Article 17 – Entrée en jouissance

L'acquéreur, bien que propriétaire par le seul fait de la vente, entrera en jouissance :

- a) Si l'immeuble est libre de location et d'occupation ou occupé, en tout ou partie par des personnes ne justifiant d'aucun droit ni titre, à l'expiration



du délai de surenchère ou en cas de surenchère, le jour de la vente sur surenchère.

- b) Si l'immeuble est loué, par la perception des loyers ou fermages à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente forcée ou en cas de surenchère, à partir du 1^{er} jour du terme qui suit la vente sur surenchère
- c) Si l'immeuble est loué partiellement, l'entrée en jouissance aura lieu, pour les parties libres de location, selon le paragraphe a) ci-dessus et pour les parties louées, selon le paragraphe b) du présent article.

L'acquéreur fera son affaire personnelle, sans recours envers qui que ce soit, de toutes expulsions nécessaires et bénéficiera des indemnités d'occupation qui seraient dues, le tout, sans préjudice pour le liquidateur judiciaire et pour l'adjudication qui en tient les droits, ès qualités, de solliciter la nullité du bail sur le fondement de l'article L.632-1, 2°, 3° ou 4° du Code de Commerce ci-dessus rappelé :

« 2° Tout contrat commutatif dans lequel les obligations du débiteur excèdent notablement celles de l'autre partie ;

3° Tout paiement, quelqu'en ait été le mode, pour dettes non échues au jour du paiement ;

4° Tout paiement pour dettes échues, fait autrement qu'en espèces, effets de commerce, virements, bordereaux de cession visés par la loi n° 81-1 du 2 janvier 1981, facilitant le crédit aux entreprises, ou tout autre mode de paiement communément admis dans les relations d'affaires ».

S'il se trouve dans les lieux, pour quelque cause que ce soit, un occupant sans droit ni titre, l'acquéreur fera son affaire personnelle de toutes les formalités à accomplir ou action à introduire pour obtenir son expulsion, sans recours quelconque contre les vendeurs ou le poursuivant.

L'acquéreur peut mettre à exécution le titre d'expulsion dont il dispose à l'encontre du débiteur, et de tout occupant de son chef n'ayant aucun droit qui lui soit opposable, à compter de la consignation du prix et du paiement des frais taxés.

Article 18 – Contributions et charges

L'acquéreur supportera les contributions et charges de toute nature, dont les biens sont ou seront grevés, à compter de la date du prononcé du jugement d'adjudication.

Si l'immeuble vendu se trouve en copropriété, l'adjudicataire devra régler les charges de copropriété dues, à compter de la date du prononcé du jugement d'adjudication.

En ce qui concerne la taxe foncière, il la remboursera au prorata temporis à première demande du liquidateur et sur présentation du rôle acquitté.

Article 19 – Titres de propriété

Le titre de vente consiste dans l'expédition du cahier des conditions de vente revêtu de la formule exécutoire, à la suite de laquelle est transcrit le jugement d'adjudication.

Le poursuivant n'ayant en sa possession aucun titre antérieur, l'acquéreur n'en pourra exiger aucun, mais il est autorisé à se faire délivrer à ses frais, par tous dépositaires, des expéditions ou extraits de tous actes concernant la propriété.

Article 20 – Purge des inscriptions

La consignation du prix et le paiement des frais de la vente purgent de plein droit l'immeuble de toute hypothèque et de tout privilège dans les conditions prévues par le Code de Commerce en matière de liquidation judiciaire.

L'acquéreur peut alors demander au juge de l'exécution la radiation des inscriptions grevant l'immeuble.

En ce cas, l'acquéreur sera tenu d'avancer tous frais de quittance ou de radiation des inscriptions grevant l'immeuble dont il pourra demander la collocation au liquidateur au titre des dispositions de l'article 2375.1 du Code Civil.

A défaut, le liquidateur judiciaire doit solliciter la radiation, conformément à l'article R.643-8 du Code de Commerce.

Article 21 – Election de domicile

Le poursuivant élit domicile au cabinet de l'avocat constitué.

L'adjudicataire élit domicile au cabinet de son avocat par le seul fait de la vente.

Les domiciles élus conserveront leurs effets quels que soient les changements qui pourraient survenir dans les qualités ou l'état des parties.

CHAPITRE V : CLAUSES SPECIFIQUES

Article 22 – Immeubles en copropriété

L'avocat du poursuivant devra notifier au syndic de copropriété l'avis de mutation prévu par l'article 20 de la loi du 10 juillet 1965 (modifiée par L. n° 94-624 du 21 juillet 1994).



Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.

L'avocat de l'acquéreur, indépendamment de la notification ci-dessus, dans le cas où l'immeuble vendu dépend d'un ensemble en copropriété, en conformité avec l'article 6 du décret n° 67-223 du 17 mars 1967, est tenu de notifier au syndic dès que la vente sera définitive, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, la désignation du lot ou de la fraction de lot, les nom, prénom, domicile réel ou élu de l'acquéreur.

Article 23 – Immeubles en lotissement

L'avocat du poursuivant devra notifier au Président de l'Association Syndicale Libre ou de l'Association Syndicale Autorisée l'avis de mutation dans les conditions de l'article 20 de la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 conformément à l'ordonnance n° 2004-632 du 1^{er} juillet 2004.

Cette notification devra intervenir dans les quinze jours de la vente devenue définitive et indiquera que l'opposition éventuelle, tendant à obtenir le paiement des sommes restant dues par l'ancien propriétaire, est à signifier au domicile de l'avocat poursuivant.



AVOVENTES.fr

Ainsi fait et dressé par Maître Elizabeth RINCAZAUX, Avocat à LORIENT, Représentant la SELARL LE MAGUER-RINCAZAUX, Avocat poursuivant.

**A LORIENT,
Le 24 août 2021**



**SOCIETE D'AVOCATS
Alain LE MAGUER
Elizabeth RINCAZAUX**

Centre d'affaires "Le Pré aux Clercs"
2-4, Rue Abbé Laudrin
56100 LORIENT



PAR RPVA LE 1^{er} SEPTEMBRE 2021

AFF : FLATRES

RG 21/01442

Audience d'adjudication du Jeudi 25 novembre 2021

DIRE N° 1 A ANNEXER AU CAHIER DES CONDITIONS DE VENTE

**L'AN DEUX MILLE VINGT ET UN
Et le 1^{er} SEPTEMBRE**

Maître Elizabeth RINCAZAUX, Avocat, représentant la SELARL LE MAGUER-RINCAZAUX, Avocat au Barreau de LORIENT, demeurant C.A. « Le Pré aux Clercs » 2 Rue Abbé Laudrin 56100 LORIENT, qui est constituée dans le cadre de la procédure de vente sur liquidation judiciaire de la
pour :

La SELARL Erwan FLATRES, Mandataire Judiciaire, demeurant en cette qualité, 2 rue Dupleix, 56100 LORIENT, agissant en qualité de liquidateur à la liquidation judiciaire de la Société dénommée :

DIT ET DECLARE QUE :

Elle entend compléter son Cahier des Conditions de Vente déposé le 24 août 2021 sous le numéro 21/01442 et joindre au Procès-Verbal de description dressé par la SELARL ABC HUISSIERS J-L ROBIN & J-F TALMONT, Huissiers de justice associés à LORIENT, le 12 juillet 2021 :

- Les pièces complémentaires adressées par
gérante de la s'agissant du récapitulatif de
la modification du PLU de la Commune de PLUMELIN, signée par le
Préfet en 2011.

Dont acte.

**Me Elizabeth RINCAZAUX,
Avocat**

